

Note de synthèse de la journée d'étude « Genre Pauvreté Intervention sociale » (GPIS)

16 décembre 2025

Rachel Cohen, directrice adjointe de la Cité de Refuge– Centre Espoir a introduit cette journée en revenant sur l'histoire du bâtiment construit par le Corbusier qui accueille des hommes et femmes, isolées, en couple et/ou en famille en situation de précarité. L'Armée du Salut gère en ces murs un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) de 297 places et un dispositif de mise à l'abri pour une cinquantaine de femmes, la Cité des Dames¹. Rachel Cohen a ensuite évoqué le partenariat de recherche qui lie la Cité des dames et une équipe de sociologues dirigée par Marie Loison depuis 2018, soulignant l'importance des liens entre la recherche et l'intervention sociale pour mieux comprendre les besoins de personnes accueillies et soutenir le travail des équipes de professionnelles².

Marie Loison (sociologue, USPN), co-coordinatrice de la journée d'études, a ensuite pris la parole pour remercier la Fondation Hospitalière pour la Recherche sur la Précarité et l'Exclusion sociale, et les trois laboratoires de recherche qui ont soutenu l'organisation de cette journée (IDHES-Nanterre, Centre Maurice Halbwachs, laboratoire PRINTEMPS). Cette dernière s'inscrit dans le cadre d'un séminaire et de travaux de recherche menés depuis 2021 par une équipe de chercheuses³ travaillant ou ayant travaillé auprès de femmes en situation de précarité et des professionnelles qui les accompagnent au quotidien dans diverses institutions d'aide sociale et médico-sociale. Marie Loison a rappelé les quatre caractéristiques du genre (il relève d'une construction sociale, d'un rapport de pouvoir, d'une relation, et il s'articule à d'autres rapports de pouvoir) pour montrer qu'il explique les spécificités du sans-domicilisme féminin, c'est-à-dire des trajectoires de mal-logement des femmes. Si la domination et l'appropriation du corps des femmes par les hommes constituent un lien structurant pour toutes les femmes, partout dans le monde et quelles que soient leurs caractéristiques (Froidevaux-Metterie, 2021), les femmes sans domicile, dominées par la classe, le genre et, le plus souvent, la race⁴, sont particulièrement touchées par les violences de genre qui jalonnent leurs trajectoires de vie, de l'enfance à l'âge adulte. Ces violences, de nature psychologique, physique ou sexuelle (maltraitements, mariages forcés, incestes, violences conjugales, excisions, travail forcé, persécutions liées à l'orientation sexuelle ou bien encore échange domicile-relations sexuelles) sont majoritairement perpétrées par des hommes, se répètent dans le temps et dans toutes les sphères de leur vie. Elles sont

¹ Ainsi que divers dispositifs de retour à l'emploi : Dispositif Premières Heures (DPH), Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI), ateliers de remobilisation.

² Nous utilisons ici un accord de majorité : les professionnelles de l'intervention sociale sont en très grande majorité des femmes.

³ Anne-Léa Bauquis, EHES, CMH ; Rosane Braud, UPC, URMIS ; Alix Douillet, EHES, CMH ; Louise Lacoste, Univ. Paris Nanterre, IDHES ; Marie Loison, Univ. SPN, Printemps ; Soizic Paillou, UVSQ, Printemps ; Mathilde Sempe, UVSQ, Printemps.

⁴ La notion de race est ici employée dans son sens sociologique. Elle renvoie à un fait social, résultat d'un processus d'altérisation et d'infériorisation d'un groupe social auquel on attribue un ensemble de caractéristiques prétendument héréditaires ou biologiques, créant ainsi des groupes dits racisés (Guillaumin, 1972).

fréquemment à l'origine du départ du domicile parental ou conjugal, augmentent le risque d'être à nouveau exposées à ces violences et transforment les trajectoires résidentielles et les carrières de sans-domicile. Formant un continuum, elles structurent le rapport des femmes au sans-domicilisme et ont des effets sur leur (in)visibilité sociale (Loison, 2023). Pourtant, le genre est bien souvent absent des réflexions portant sur l'intervention sociale, alors même qu'il traverse et oriente les pratiques d'accompagnement, en témoigne par exemple l'androcentrisme des politiques publiques (Braud et Loison-Leruste, 2022). Il existe une « grammaire genrée » (Maurin, 2017) de l'accompagnement des personnes accueillies où le genre est soit reproduit, soit constitue un impensé (Bessin, 2009). Comment alors mieux prendre en charge les femmes et les minorités de genre dans les institutions d'aide ? Marie Loison a terminé son introduction en présentant l'organisation de la journée et les trois tables rondes, réunissant professionnelles du travail social et chercheuses autour des catégories d'action publique, des pratiques professionnelles d'intervention sociale ainsi que des perspectives d'insertion sociales et professionnelles des femmes en grande précarité. La journée était illustrée par Morgane Parisi⁵.

Table ronde 1 : Questionner les catégories d'action publique au prisme du genre

En partant des catégories employées pour décrire les femmes pauvres (migrantes, SDF, usagères de drogues, etc.), la première table ronde avait pour objectif de questionner leur relative invisibilité sociale et d'éclairer leurs trajectoires, leurs caractéristiques et les modalités de leur accompagnement au sein des institutions sociales et médico-sociales.

Mathilde Sempe, sociologue à l'UVSQ, réalise une recherche doctorale auprès de professionnelles d'équipes mobiles qui assurent l'accompagnement social des familles hébergées à l'hôtel en Île-de-France. Cette catégorie de « famille », qui délimite et justifie l'attribution d'une place à l'hôtel par le 115, invisibilise les femmes accompagnées d'enfants qui constituent la très grande majorité des personnes qu'accompagnent ces équipes mobiles. La question du genre est peu évoquée au quotidien alors qu'elle est omniprésente dans la prise en charge à l'hôtel où les relations familiales et conjugales sont centrales. Dans un contexte d'intervention caractérisé par une promiscuité importante et des durées de séjour longues, les professionnelles ont des pratiques d'accompagnement très individualisées et développent des postures différentes. Mathilde Sempe distingue un profil « féministe » de professionnelles sensibilisées aux questions de genre qui proposent par exemple des rendez-vous individualisés avec les femmes pour faire émerger les problématiques de violences difficilement abordables quand le conjoint ou les enfants sont présents dans la chambre d'hôtel ; les « impartiales » qui considèrent qu'elle doivent accompagner de la même manière les femmes, les hommes et les enfants, et ont tendance à minimiser le traitement des violences, susceptibles d'entraîner la décohabitation et la remise à la rue du conjoint violent ; enfin, les « démunies » mettent à distance cette question pour éviter la charge émotionnelle induite par les problématiques de violences. Certaines équipes ont conscience de ces enjeux et cherchent, à travers des discussions collectives, des formations et l'appui de professionnelles ressources, à réfléchir et travailler sur ces rapports de genre.

Rachel Cohen, directrice adjointe de la Cité de Refuge – Centre Espoir est revenue sur la création en 2018 de la Cité des Dames. Le pari de départ consistait à créer un dispositif permettant d'accueillir des femmes pour quelques jours, la nuit mais aussi en journée, de proposer un accompagnement social mais aussi médical et psychologique (via la présence d'une sage-femme et de psychologues), et de réorienter rapidement les femmes vers d'autres dispositifs. Cependant, la plupart de ces femmes restent bien plus longtemps que prévu dans le dispositif, « qui ressemble à de l'hébergement mais qui n'en n'est pas », faute de solutions pérennes d'hébergement. Rachel

⁵ <https://studiobrou.com>; Voir dessins en annexes.

Cohen, qui a travaillé auparavant dans un accueil de jour mixte, fréquenté majoritairement par les hommes, observe que les femmes occupent l'espace de manière très différente dans un lieu non mixte comme la Cité des Dames. Elles participent à l'entretien du lieu et à la vie collective du dispositif ce que les hommes ne font pas ou peu dans des dispositifs mixtes, en réalité souvent peu fréquentés par les femmes. Elle souligne l'importance de cette réflexion genrée dans le travail d'accompagnement social : les femmes en couple hébergées au sein de la Cité de Refuge dans des chambres mixtes sont beaucoup plus isolées et l'accompagnement se centre souvent sur le couple. C'est alors effectivement la sensibilité de la travailleuse sociale qui va faire la différence en proposant ou non, un accompagnement adapté à chacun des membres du couple.

Les travaux d'Anouk Flament, politiste à l'Insei, portant sur les femmes « isolées » et mères d'enfant(s) en bas âge arrivant d'Ukraine ou vivant dans des centres maternels, interrogent la production des politiques publiques au prisme du genre. Pourquoi un tel intérêt des politiques publiques pour ces femmes et quels sont les effets de ces politiques sur le quotidien des travailleuses sociales et sur les trajectoires des femmes ? La catégorie de mère essentialise les femmes et centre l'accompagnement sur la sphère domestique et la relation mère-enfant. Si cette figure de la mère, victime à protéger, offre des possibilités aux femmes pour sortir de la précarité en les rendant prioritaires ou éligibles à certains dispositifs, elle invisibilise dans le même temps la pluralité de leur vécu et de leurs aspirations personnelles et les éloigne de l'emploi. Pour Anouk Flament, se pose aussi la question de l'articulation entre le genre et la race : les femmes accompagnées sont majoritairement racisées, tandis que les professionnelles qui les accompagnent sont pour beaucoup des femmes blanches. Comment dès lors accompagner ces personnes sans reproduire de la violence ? La question se pose aussi dans le travail de recherche.

Les trois intervenantes ont souligné que les catégories utilisées pour penser les politiques publiques sont à la fois structurantes (elles permettent les financements et l'orientation dans les dispositifs) mais elles favorisent aussi la sélection et évoluent au cours de la trajectoire de vie. Les publics sont en permanence en train de devoir « rentrer dans les cases » produites par l'action publique : les femmes qui accouchent alors qu'elles sont accueillies à la Cité des Dames ne peuvent plus y rester après la naissance de leur enfant ; de même, les enfants de moins de trois ans qui permettent aux femmes d'être hébergées, grandissent et font « sortir » des catégories et des dispositifs : l'angoisse de voir la précarité s'aggraver est ainsi constante et omniprésente, tout au long du parcours résidentiel.



Table ronde 2 : L'intervention sociale à destination des femmes et des minorités

La deuxième table ronde s'intéressait aux relations entre les professionnelles et les destinataires des dispositifs d'aide pour comprendre en quoi le genre traverse aujourd'hui l'intervention sociale.

Quelles sont les pratiques d'accompagnement des professionnelles et leurs effets sur les trajectoires des femmes et des minorités ?

Vanessa Benoît, directrice générale du Samusocial de Paris, a tout d'abord présenté les missions du Samusocial et les tensions qui traversent le secteur de l'intervention sociale qui travaille « en mode dégradé ». Beaucoup de personnes sont aujourd'hui hébergées dans des hôtels parce que les places d'hébergement sont insuffisantes pour répondre aux demandes. 75% des intervenant·es sociales qui travaillent au Samu sont des femmes et la répartition des emplois est très genrée : les hommes occupent des postes d'encadrement ou exercent des emplois techniques (chauffeurs, manutentionnaires, etc.). Vanessa Benoît remarque que cette forte féminisation de l'institution et ces différences de positionnement entre hommes et femmes ne sont pas suffisamment questionnés. On a même tendance à penser que l'absence des hommes génère de l'insécurité au travail car ils assureraient une fonction de protection alors qu'en réalité, leur absence diminue les risques de violences de genre. Depuis 2018, le genre est devenu un sujet important pour le Samu mais de nombreuses questions se posent. Faut-il par exemple défendre la mixité ou au contraire la non mixité des structures ? Comment travailler sur la parentalité dans l'accompagnement des familles ?

Louise Lacoste a évoqué son travail de thèse, réalisé au sein de l'association Carton Plein autour du Dispositif Premières Heures (DPH) qui mettait l'accent sur l'importance du sexisme ordinaire et des violences sexistes et sexuelles banalisées dans le travail social. Sa thèse a permis de mettre le sujet au cœur de la réflexion des équipes, de montrer, à travers des temps en non mixité, que ces violences sont quotidiennes et systémiques et que le cadre institutionnel nécessaire pour les prendre en charge était très insuffisant. Elle a proposé à Carton Plein de construire collectivement, via le théâtre forum, un référentiel commun permettant de réfléchir à ces questions et d'éviter l'essentialisation des discours et des pratiques. « La seule bonne réponse pour s'assurer que des violences de genre, de classe ou de race ne se reproduisent pas, c'est de ne jamais arrêter de se poser la question ».

Angélique Berangé, cheffe de service du centre d'hébergement Cœur de femmes de l'association Aurore a ensuite pris la parole pour présenter cette structure qui accueille une soixantaine de femmes isolées et quatre couples. Le projet de l'établissement repose notamment sur la confection et le partage des repas par les femmes et les ateliers proposés sont très genrés (couture, poésie, soins esthétiques). La question de la non mixité est au cœur de l'histoire de la structure, d'abord uniquement réservée aux femmes. À partir de 2015, le lieu s'est ouvert à des couples, accueillis dans des studios, et a intégré des hommes dans ses équipes. Les hommes accueillis sont cependant très peu visibles dans les espaces collectifs. Au contraire, l'association féministe Au Tambour ! gère depuis 2020 un lieu d'accueil de jour entièrement non mixte : partant du principe que toutes les femmes accueillies (cis ou trans) sont victimes de violences de genre, l'association considère que la non mixité est une condition *sine qua non* de l'accompagnement des femmes. Anne Kahlhoven, directrice générale de l'association, avait fait le constat qu'il manquait à Lyon des lieux d'hygiène et le soin, non mixtes et anonymes, à destination des femmes « isolées », non accompagnées d'enfant. L'association propose donc aux femmes sans abri, sans domicile ou logées dans des situations très précaires qui fréquentent le local un temps de répit et de rencontres qui permet de les informer et de les orienter vers les dispositifs d'accès aux droits, et de lutter contre l'isolement social et la perte de confiance et d'estime de soi. L'association est aussi très attentive au bien-être des membres de l'équipe : si les professionnelles vont bien, le travail d'accompagnement s'en ressent. Selon Yasmine Tabbou, responsable du lieu d'accueil, le travail entre et avec des femmes (équipe, gouvernance, prestataires) est un choix conscient et exigeant qui permet de sécuriser les espaces de discussions même si certaines inégalités persistent : les professionnelles sont majoritairement blanches et la

violence du monde extérieur envahit parfois la permanence. Les équipes ont alors pour tâche d'ouvrir des espaces de dialogues entre elles et entre les femmes accueillies.



La non-mixité est pour toutes les intervenantes vues comme une nécessité pour des femmes en grande difficulté. Elles constituent un répit, permet de libérer la parole pour évoquer des traumatismes. Mais la mixité peut aussi être vue par certaines comme indissociable de la démarche d'inclusion à laquelle sont conviées les femmes concernées.

Table ronde 3 : Genre et insertion sociale et professionnelle

La troisième table ronde questionnait les pratiques d'orientation vers l'emploi et les mécanismes de fonctionnement de différents dispositifs d'insertion sociale et professionnelle proposés aux femmes et aux minorités de genre. Comment mieux prendre en compte les besoins de ces personnes et lutter contre la dévalorisation des métiers qu'elles exercent souvent ?

Un ciblage (genré) des dispositifs d'insertion qui mérite d'être (re)pensé

Eлина Dumont, militante au sein de différentes associations telles qu'Entourage (dont elle est la vice-présidente) et Les Oubliés de la République, a posé les premiers jalons d'une réflexion sur les limites des dispositifs de retour à l'emploi, notamment du point de vue de leur ciblage parfois insuffisamment pensé et genré. Les personnes sans domicile depuis longtemps connaissent des problématiques psychologiques lourdes, parfois liées à des violences sexuelles répétées dans la rue, et la plupart ne maîtrisent pas le langage de l'employabilité et du monde du travail, ce qui limite leur accès à ces dispositifs d'insertion.

Jeanne Couvreur, encadrante technique au sein de l'association Travail et Vie, a présenté l'atelier-chantier d'insertion (ACI) non-mixte en blanchisserie qui accueille uniquement des femmes, dont une petite dizaine de salariées en contrat déterminé d'insertion et deux personnes en DPH. Au contraire, d'autres dispositifs ne revendiquant pas de ciblage genré sont destinés en réalité majoritairement à des hommes. Tel est le cas du programme EMILE (Engagés pour la Mobilité et l'Insertion par le Logement et l'Emploi) sur lequel ont travaillé Violaine Girard et Lilian Lahieyte, sociologues rattachées respectivement à l'Université de Rouen et à l'Université Sorbonne Paris Nord. Le programme vise à « proposer à des personnes vivant en Ile de France, en difficulté d'insertion professionnelle et mal-logées, de démarrer un nouveau projet de vie dans des territoires présentant de forts besoins en main d'œuvre et disposant de logements vacants »⁶. Pour en bénéficier, il faut résider en Ile de France, être en situation régulière, être en difficulté pour se loger (ne pas être propriétaire ou titulaire d'un bail), être volontaire à la mobilité et ne pas

⁶ <https://beta.gouv.fr/startups/emile.html>

être inséré·e sur le marché du travail (être sans emploi ou être salarié·e avec un contrat de moins de six mois, de plus de six mois à temps partiel, en CDD d'insertion ou en intérim). Leur enquête sociologique montre que les personnes inscrites dans ce dispositif mis en œuvre par des associations sont - dans les faits - non seulement psychologiquement « stables » mais aussi principalement des hommes de nationalité étrangère issus des franges précarisées des classes populaires franciliennes. Parmi les facteurs explicatifs de ce constat, figure le fait que les femmes exilées vivant en région parisienne ne disposent pas systématiquement d'un permis de conduire pourtant nécessaire pour habiter dans une ville petite ou moyenne.

Ce que les dispositifs d'insertion (ne) font (pas) aux femmes qui y sont accompagnées

Jeanne Couvreur a souligné l'impossibilité pour les femmes qui travaillent à l'ACI de se rendre disponibles pendant les 26 heures par semaine requises par le dispositif. Elles doivent en effet se rendre à de nombreux rendez-vous hebdomadaires (notamment médicaux) qui les empêchent de tenir un rythme de travail salarié classique, et doivent composer avec la garde de leurs enfants. Leurs contraintes, qui s'ajoutent à l'analphabétisme de nombreuses femmes, ne disparaîtront pas à l'issue de leur travail au sein de la blanchisserie (d'une durée maximale de deux ans) et rendent peu probable le retour à l'emploi pérenne qui constitue pourtant l'objectif des dispositifs d'insertion. Aux yeux de Jeanne Couvreur, l'intérêt pour les femmes réside davantage dans la non-mixité du dispositif qui facilite l'organisation d'activités en parallèle du travail salarié leur offrant des possibilités de sorties diverses entre elles.

Quant au programme EMILE, si Violaine Girard et Lilian Lahieyte constatent une relative féminisation du public ciblé, iels soulignent le fait que de nombreuses personnes accompagnées sont davantage en recherche de logement que d'emploi (l'hébergement chez des tiers ou en hôtel social pour les femmes exilées devenant insoutenable au fil du temps), et que l'installation dans une ville petite ou moyenne peut impliquer une perte de ressources locales genrées. Les mères seules rencontrées par les sociologues, qui avaient pu mettre en œuvre des stratégies (le plus souvent collectives en lien avec d'autres femmes du quartier) dans leur ville de départ pour surveiller les fréquentations de leurs fils ou encore choisir leur établissement scolaire, se sont trouvées démunies dans une ville d'arrivée qu'elles ne connaissaient pas. Par ailleurs, leur mobilité géographique n'a pas impliqué de mise à distance du contrôle exercé par leurs ex-conjoints sur leurs décisions, ni l'évitement d'emplois contraignants et genrés.

Programmes de retour à l'emploi féminin ou dispositifs féministes ?

Si le programme EMILE participe d'une insertion professionnelle genrée, de nombreuses femmes étant finalement embauchées en tant qu'aides à domicile ou femmes de ménage, Jeanne Couvreur reconnaît qu'il en va de même pour l'ACI en blanchisserie (le travail autour du linge étant traditionnellement féminin). Toutefois, elle souligne qu'il est difficile d'« ouvrir le champ des possibles à des femmes à qui on n'a pas vraiment donné de possibilité » en amont de leur travail au sein du dispositif d'insertion. « Quand une femme nous dit qu'elle veut faire de la cuisine, on ne va pas lui dire qu'on va l'aider à réparer des vélos ». Ce constat est partagé par une intervenante du public, professionnelle à la Cité de Refuge, qui souligne pendant la discussion le fait qu'« on n'a jamais permis à ces femmes de rêver de liberté, de métiers autres que ceux auxquels elles sont assignées ». Ainsi, ces programmes qui s'adressent (exclusivement ou non) aux femmes en situation de précarité (et qui sont de mieux en mieux financés en raison de la mise à l'agenda relativement récente du sans-domicilisme féminin) participent d'une ségrégation horizontale et verticale genrée du marché du travail et revendiquent rarement une approche féministe qui chercherait à y pallier.

Conclusion : Éric Fassin

Pour clore la journée, Éric Fassin est revenu sur l'importance du concept de genre, cette « catégorie utile d'analyse » (Scott, 1988) permettant de penser le monde social et de signifier les rapports de pouvoir. Ce mot est certes intimidant car il semble un peu abstrait mais en réalité, tout le monde sait ce qu'est le genre : nous l'apprenons dès l'école primaire avec la grammaire. Ainsi les rappels à l'ordre du genre passent entre autres par la langue : quand on parle au masculin, le genre ne se voit pas car il est la norme, le neutre et dans les accords, il « l'emporte sur le féminin ».

Quelle est la différence entre le sexe et le genre ? Alors que le sexe est une catégorie constituée le plus souvent de deux sous-catégories (homme ou femme), le genre dit autre chose. En tant que concept, il permet par exemple de penser la différence entre la revendication d'égalité entre les hommes et les femmes d'un côté et la persistance des inégalités entre les sexes de l'autre. Il ne parle pas seulement des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes mais de tous les rapports de pouvoir dans la société. Ainsi, le genre est présent même quand on est entre femmes ou quand on est entre hommes.

Cette différence entre catégorie et concept permet aussi de réfléchir à ce qu'est la classe (concept) et à ne pas la confondre avec les classes populaires (la catégorie). Le social, terme utilisé à la fois par la sociologie et par le travail social pose question : « Est-ce que le social c'est tout le monde ou est-ce que le social ce sont les pauvres ? Est-ce que c'est la question sociale ou bien c'est toute la société ? Peut-on isoler la catégorie des pauvres ou bien y-a-t-il une logique globale ? », se demande Éric Fassin. Tout comme le genre ne renvoie pas seulement aux femmes, la race ne concerne pas uniquement les personnes racisées, et le social ne renvoie pas seulement aux plus précaires. Ainsi, le travail social concerne toute la société, et pas seulement les pauvres.

Pour terminer, Éric Fassin a salué l'importance du dialogue entre la recherche et le travail social au cours de cette journée. Il s'agit selon lui d'un véritable enjeu politique de ne pas opposer théorie et pratique mais de produire des savoirs critiques et d'interroger le monde social. Dans le contexte actuel, la meilleure manière d'agir contre la « dépression militante » et le sentiment d'impuissance des travailleurs et travailleuses sociales, est de se donner des outils, des concepts comme le genre, pour s'engager dans des luttes politiques. Ces armes nous donnent une prise sur le monde pour le comprendre et avoir les moyens de le changer. L'anti-intellectualisme politique qui se déploie aujourd'hui est la preuve que ces armes dérangent.

Références bibliographiques

- BESSIN M., 2009, « Focus - La division sexuée du travail social », *Informations sociales*, 152, 2, p. 70-73.
- BRAUD R., LOISON-LERUSTE M., 2022, « Le sans-abrisme au féminin. Quand les haltes pour femmes interrogent les dispositifs d'urgence sociale », *Travail, genre et société*, 47, p. 131-147.
- FROIDEVAUX-METTERIE C., 2021, *Un corps à soi*, Paris, Éditions du Seuil (La couleur des idées).
- GUILLAUMIN C., 1972, *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, Institut d'études et de recherches interethniques et interculturelles.
- LOISON M., 2023, *Des femmes sans domicile invisibles ? Repenser le sans-domicilisme au prisme du genre*, Mémoire pour l'habilitation à diriger les recherches, Conservatoire National des Arts et Métiers.
- MAURIN M., 2017, *Le genre de l'assistance. Ethnographie comparative de l'accueil des femmes sans-abri (Saint-Étienne/Montréal)*, Thèse de doctorat en sociologie, Saint-Étienne, Université Jean Monnet et Université de Lyon, 507 p.
- SCOTT J.W., 1988, « Genre : Une catégorie utile d'analyse historique », *Les cahiers du GRIF*, traduit par VARIKAS E., p. 125-153.

RACHEL COHEN, CITÉ DES DAMES, FONDATION ARMÉE DU SALUT

BIENVENUE À LA CITÉ DU REFUGE !
ELLE EXISTE DEPUIS 90 ANS ET AIDE
+ DE 300 PERSONNES VIA DIVERS
DISPOSITIFS, DONT "LA CITÉ DES DAMES"

ON SOUHAITE QUE NOS
SERVICES SOIENT BIEN
ADAPTÉS À NOS PUBLICS,
ET AMÉLIORER LES
PROBABLES BIAIS SEXISTES



LE LIEN AVEC
LE MONDE DE LA
RECHERCHE EST
RICHE, PARFOIS
INCONFORTABLE,
MAIS INDISPENSABLE
POUR QU'ON PUISSE
ENSEMBLE AVANCER
AU MIEUX !

MORGANE PARISI
JOURNÉE D'ÉTUDE - PARIS
GENRE, PAUVRETÉ &
INTERVENTION SOCIALE

MARIE LOÏSON, SOCIOLOGUE, UNIVERSITÉ SORBONNE PARIS NORD

ÉQUIPE DE RECHERCHE
À LA CITÉ DES DAMES
DEPUIS 2018

DANS LE BUT
D'AMÉLIORER
NOS PRATIQUES
POUR MIEUX ACCOMPAGNER
LES FEMMES ET LES
MINORITÉS DE GENRE

LES FEMMES PRÉCAIRES
SONT INVISIBILISÉES,
MAL IDENTIFIÉES DANS
LES ENQUÊTES ET LES
DISPOSITIFS...



RAPPELONS QUE
LE GENRE EST UNE
CONSTRUCTION SOCIALE,
UN RAPPORT DE POUVOIR
UNE HIÉRARCHIE ENTRE
LES SEXES, AVEC UN
CONTINUUM, ET EN LIEN
AVEC LES AUTRES PROCESSUS
DE DISCRIMINATION

LES FEMMES SANS
DOMICILE FIXE N'ONT
DONC PAS LES MÊMES
STRATÉGIES QUE LES
HOMMES -

MORGANE PARISI
JOURNÉE D'ÉTUDE - PARIS
GENRE, PAUVRETÉ &
INTERVENTION SOCIALE

TABLE RONDE 1 = QUESTIONNER LES CATÉGORIES D'ACTION PUBLIQUE AU PRISME DE GENRE

ENQUÊTE SUR LES SPÉCIFICITÉS DE L'ACTION MOBILE ET LES LIENS CRÉÉS PAR LES PROFESSIONNELLES DANS LES HÔTELS SOCIAUX.

LA CATÉGORIE "FAMILLE" INVISIBILISE LES FEMMES

LA PROMISCUITÉ EN ENTRETEN NE PERMET PAS BIEN D'ABORDER DES QUESTIONS, SUR LES VIOLENCES PAR EXEMPLE...

HALTE DE NUIT ET JOUR QUI COMMENCE À RESSEMBLER À UN HÉBERGEMENT ET POSE D'AUTRES QUESTIONS...

ON EST EN PERPÉTUELLE RECHERCHE DE FINANCEMENTS

À QUI S'ADRESSE LA POLITIQUE D'ACCUEIL ? CE QUE LES CATÉGORISATIONS FONT SUR LE PARCOURS DES PERSONNES

LE FAIT D'AVOIR UN ENFANT PEUT SORTIR DE LA GRANDE PRÉCARITÉ, ALORS QUE CE N'EST QU'UNE PARTIE DE LEUR VIE. ELLES ONT AUSSI MOINS D'INJONCTIONS À TRAVAILLER



MATHILDE SEMPÉ
SOCIOLOGUE, UVSQ



RACHEL COHEN
CITÉ DES DAMES



ANOUK FLAMANT
POLITISTE, INSEI

TABLE RONDE 2 : L'INTERVENTION SOCIALE À DESTINATION DES FEMMES ET DES MINORITÉS

ÉQUIPE EN NON MIXITÉ CHEZ "AU TAMBOUR!", QUE DES FEMMES CIS OU TRANS - C'EST SOUVENT LE CAS DANS LE SOCIAL, MAIS LÀ C'EST PENSÉ.

ON A TOUTES LES PRESTATIONS D'HYGIÈNE, PARCE QUE LES DOUCHES PUBLIQUES SONT PEU UTILISÉES PAR LES FEMMES - ICI ELLES SONT SÛRES ET PEUVENT SE POSER ...



YASMINE
TABBOU

ASSOCIATION "AU TAMBOUR"



ANNE
KAHLHOVEN

CARTON PLEIN, OÙ J'AI FAIT MA THÈSE, NOTAMMENT SUR LE SEXISME ORDINAIRE, ET OÙ LES VIOLENCES DE GENRE N'ÉTAIENT PAS PENSÉES: Y'A D'AUTRES CHOSSES + IMPORTANTES POUR EUX = SORTIR DE LA RUE ET IL SUFFIT PAS D'AVOIR PAS D'INTENTION POUR PRODUIRE DE LA VIOLENCE



LOUISE LACOSTE
SOCIOLOGUE

IL Y A UN MS DANS CHAQUE DÉPARTEMENT ON ACCOMPAGNE LES PERSONNES DANS TOUT LEUR PARCOURS ...

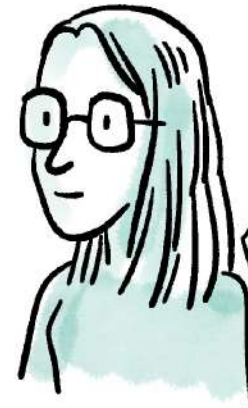
POUR 1 PLACE D'HÉBERGEMENT IL Y A 10 DEMANDES LES HOMMES SONT SOUVENT CADRES OU TECHNICIENS ...



VANESSA
BENOÎT
DIR. SAMU SOCIAL PARIS

À AURORA, LA VIE EST PARTAGÉE AU QUOTIDIEN, CUISINE SE FAIT SUR PLACE, AINSI QUE L'ENTRETIEN PAS TOUJOURS FACILE AVEC DES TROUBLES PSY

ON A OUVERT AUX COUPLES DONC ON A CASSÉ LA NON-MIXITÉ.



ANGÉLIQUE
BÉRENGÉ
ASSO. AURORA

MODÉRATION
SOÏZIC PAILLOU



MORGANE PARISI
JOURNÉE D'ÉTUDE - PARIS
GENRE, PAUVRETÉ &
INTERVENTION SOCIALE

TABLE RONDE 3 : GENRE ET INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

JÉ TRAVAILLE SUR LE GENRE ET L'INSERTION SOCIALE DEPUIS PEU

MA THÈSE SUR LE GENRE A ÉTÉ FAITE DANS LE CADRE D'UN FINANCEMENT D'UN PROGRAMME D'INSERTION SOCIALE -

"TRAVAIL & VIE"
NOM PAS TOUJOURS FACILE À PORTER -
ON ACCOMPAGNE L'INSERTION À L'EMPLOI, EN BLANCHISSERIE ET EN MARÉCHAGE

MOI J'AI ÉTÉ PLACÉE À LA NAISSANCE, MISE À LA RUE À 18 ANS ET J'AI EU MON PREMIER LOGEMENT À 44 ANS, UN 19 M².
DEPUIS JE ME BAT DANS LES ASSO POUR LUTTER CONTRE LE SANS-ABRISME.
→ QUAND TON ADRESSE C'EST SAINT-ANNE, T'AS PAS DE BOULOT !

ON ÉTUDIE LES EFFETS DE LA POLITIQUE "SPATIAL MISMATCH" DU GOUVERNEMENT

L'IDÉE C'EST DE CRÉER DES LIENS DE CONFIANCE, PAS TANT D'ÊTRE "PRODUCTIF"



VIOLAINE GIRARD
Sociologue



LILIAN LAHIEYTE
Sociologue



JEANNE COUVREUR
"TRAVAIL & VIE"



ÉLINA DUMONT
MILITANTE ASSOCIATIVE
ET COMÉDIENNE



MODÉRATION
ALIX DOUILLET,
Sociologue

MORGANE PARISI
JOURNÉE D'ÉTUDE - PARIS
GENRE, PAUVRETÉ &
INTERVENTION SOCIALE